

**Discours d'Audrey Azoulay,
Directrice générale de l'UNESCO,
à l'occasion de la réponse aux interventions des États membres lors de
la 220e session du Conseil exécutif**

15 octobre 2024

Madame la Présidente de la Conférence générale,

Madame la Présidente du Conseil,

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie pour vos nombreuses et riches interventions.

La confiance dans la force de notre mandat et dans l'action de l'UNESCO que vous avez très largement exprimée nous honore et nous engage.

Vous êtes 78 % à reconnaître, dans le nouveau Rapport stratégique sur les résultats, que notre Organisation joue un rôle déterminant face aux enjeux mondiaux les plus critiques.

Vos interventions n'ont fait que renforcer en moi cette conviction profonde, qui a guidé mon engagement au cours des sept dernières années : l'UNESCO est l'un des rares lieux où peut et doit se construire la paix, dans le temps long.

Ce « tissage de la paix », pour reprendre la très belle formule de la représentante du Paraguay, dépend étroitement de notre aptitude à préserver ou à renouer les fils du dialogue ; à faire preuve d'un esprit de responsabilité mutuelle au sein de nos institutions.

Le consensus, l'unité, comme l'a rappelé la Présidente de la Conférence générale, sont des atouts pour notre Organisation.

La représentante du Royaume-Uni nous a rappelé à raison les conditions de notre création, dans la nuit de la Seconde guerre mondiale. Les ministres de l'Éducation alliés, dès fin 1942, se retrouvaient alors pour imaginer notre Organisation – finalement créée à Londres en 1945.

Votre confiance dans notre mandat est le meilleur gage de notre réussite collective.

Confiance dans la capacité et le devoir de l'UNESCO de créer du consensus, comme vous avez été si nombreux à le rappeler.

Confiance dans notre capacité à tenir la promesse émancipatrice d'une éducation pour tous et à investir dans nos politiques culturelles pour renforcer, partout dans le monde, le tissu des sociétés civiles.

Confiance dans notre capacité à développer des sciences ouvertes à l'échelle mondiale, adossées à des normes éthiques internationales ambitieuses.

Confiance dans notre capacité à défendre la liberté d'expression et l'accès à l'information.

À construire, dans le temps long, des cadres, des repères communs, malgré les conflits et les crises qui s'accumulent.

Faire cela, c'est faire œuvre d'universalisme — si l'on entend par là, comme le dit le philosophe sénégalais Souleymane Bachir Diagne, je le cite, « un processus qui cherche à inventer ensemble une humanité commune, et non un universel donné une fois pour toutes. »

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Ces efforts en faveur de la paix durable passent d'abord par l'éducation, et vos interventions ont largement souligné cet impératif.

Dans ce domaine, malgré d'indéniables avancées, beaucoup reste à faire. Comme l'a souligné le représentant de Djibouti, bien trop d'enfants et de jeunes sont privés d'école, mettant en péril l'atteinte des Objectifs de développement durable.

44 millions d'enseignants manquent dans le monde, dont 15 millions en Afrique, comme l'a montré l'UNESCO dans son rapport mondial 2024 sur les enseignants.

250 millions d'enfants et de jeunes ne vont pas à l'école et 754 millions d'adultes, dont une majorité de femmes, ne savent ni lire ni écrire.

La déscolarisation peut mener au désastre.

Comme l'a déploré en termes bouleversants son Excellence Mme Dominique Dupuy, Ministre des Affaires étrangères d'Haïti, je la cite, « dans le combat entre l'éducation et la faim, c'est la violence qui l'emporte ».

Ses mots résonnent ici.

Et, pour la citer encore, nous ne « détournerons pas le regard de son pays ».

Nous sommes aux côtés de tous ceux qui ont un besoin vital de l'action de l'UNESCO aujourd'hui.

La situation se dégrade tragiquement dans certaines régions du monde, en premier lieu au Proche-Orient, comme vous l'avez largement souligné durant ces deux jours. J'en appelle encore une fois aux États membres pour qu'ils aident l'UNESCO à monter en capacité là où elle est attendue dans la région.

L'exemple de notre action en Ukraine, là où c'est possible, montre que nous pouvons agir, dans la mesure de notre mandat et de nos moyens, dès que les conditions le permettent.

C'est ce que nous ferons au Proche Orient lorsque cela sera possible.

La situation se dégrade aussi pour des raisons très différentes en Afghanistan, comme l'ont rappelé les représentants de l'Australie, de l'Espagne, de l'Islande ou du Japon.

Je voudrais aujourd'hui saluer l'initiative de l'Allemagne, évoquée par son représentant et soutenue par nombre de vos pays, pour traduire en justice les violations de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

L'éducation a certes un prix. Mais son absence a un coût plus élevé encore, objectivé pour la première fois cette année par l'UNESCO.

Lors de la réunion du Comité directeur de haut niveau de l'ODD 4, le 17 juin 2024, en présence du Président du Chili M. Gabriel Boric, nous avons présenté des données inédites sur le coût de l'inaction.

À l'échelle mondiale, l'exclusion scolaire et les déficits de compétences de base coûtent annuellement 10 000 milliards de dollars. C'est l'équivalent des produits intérieurs bruts cumulés de la France et du Japon.

Réduire de 10 % le nombre d'enfants quittant l'école prématurément pourrait augmenter la croissance annuelle de 1 à 2 %.

C'est pourquoi nous appelons les gouvernements à allouer au moins 4% de leur produit intérieur brut et au moins 15% de leurs dépenses publiques à l'éducation.

En nous appuyant sur le Pacte pour l'Avenir, nous poursuivrons notre plaidoyer lors de la réunion mondiale sur l'éducation qui se tiendra à la fin du mois à Fortaleza, au Brésil, en présence du Président Lula que je remercie vivement de son soutien.

Organisée à la suite de la réunion des ministres de l'Éducation du G20, elle permettra de nous mobiliser dans la marche vers l'Agenda 2030 et au-delà, pour que les prochaines années soient marquées par des progrès dans l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité – c'est-à-dire aussi une éducation pensée pour développer les compétences et l'esprit critique nécessaires face aux défis contemporains.

Vous avez été nombreux à rappeler combien nous devons intensifier nos actions en faveur d'une éducation de qualité, en particulier pour les filles, nous qui avons élevé l'égalité des genres au rang de priorité globale.

Nous le faisons en particulier en Afrique.

En juillet dernier, l'UNESCO a soutenu l'organisation à Addis Ababa, en Éthiopie, de la première Conférence panafricaine sur l'éducation des filles et des femmes pour définir des stratégies concertées à l'échelle continentale.

Demain, nous célébrerons les lauréates du Prix UNESCO pour l'éducation des filles et des femmes, soutenu par la République Populaire de Chine et sa Première Dame, Pr Peng Liyuan, qui est aussi Envoyée spéciale de l'UNESCO sur ce sujet.

Je remercie également les États-Unis d'Amérique pour le soutien annoncé hier à la prochaine Conférence continentale qui portera sur la transformation des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques en Afrique, à la fin du mois de novembre 2024.

Cette lutte pour l'égalité est menée sur tous les continents.

Dans le cadre de notre partenariat avec le G20, au Brésil, nous avons présenté la semaine dernière deux nouveaux rapports qui fournissent des données actualisées sur les inégalités et proposent de nouvelles approches pour favoriser l'insertion des femmes dans des métiers d'avenir, comme les sciences naturelles et océaniques ou l'ingénierie.

Nous devons également travailler à déconstruire les stéréotypes de genre et à sensibiliser les garçons à leur rôle dans la lutte pour l'égalité – c'est précisément l'objet du programme Transformer les MEN'talités de l'UNESCO, qui base ses recommandations sur des connaissances et récits mettant en avant une masculinité positive.

Il y a tant à faire alors que ce sont le plus souvent des femmes, et les plus vulnérables, qui sont toujours aujourd'hui victimes de formes modernes d'esclavage, comme l'actualité le montre tristement.

Le sport est aussi un puissant levier d'inclusion.

C'est un sujet d'inclusion justement relevé par le Groupe des 77 et de la Chine.

C'est dans cet esprit que l'UNESCO s'engage à renforcer l'éducation physique dans les écoles.

Le point que vous avez ajouté à l'ordre du jour – la promotion d'un sport sûr pour tous, notamment pour lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles – nous encourage à aller plus loin encore dans cette direction.

Premiers à se dérouler sur deux sites inscrits au Patrimoine mondial de l'UNESCO — comme l'a rappelé le représentant de la France — les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 en ont été une remarquable vitrine.

À cette occasion, nous avons réaffirmé lors d'un forum de haut niveau sur le sport, organisé quelques jours avant l'ouverture des Jeux, l'importance du rôle des éducateurs sportifs pour lutter contre la discrimination et les discours de haine.

En accueillant ici même, dans les jardins de l'UNESCO, le relais de la Flamme paralympique, nous avons aussi réaffirmé notre engagement pour l'inclusion par le sport des personnes en situation de handicap.

Nous devons collectivement apprendre à changer le regard que nous portons sur l'autre, comme y a appelé avec force le représentant du Chili.

Mais il faut aussi, pour reprendre les mots que Lucie Retail, militante pour l'inclusion, a prononcés ici même, je la cite : « changer le regard que les personnes handicapées portent sur eux-mêmes ».

Depuis 2020, nous avons d'ores et déjà formé des enseignants et des éducateurs à cet enjeu dans une quinzaine de pays — en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

L'effondrement de la biodiversité et les conséquences du dérèglement climatique ont également été mentionnés avec force dans vos interventions.

Je voudrais d'abord exprimer ma solidarité avec les pays frappés par les incendies tragiques qui ont ravagé l'Amérique latine, en particulier la Bolivie, le Brésil, l'Équateur et le Pérou.

Bien que les causes exactes n'en soient pas encore pleinement établies, il est clair que ces incendies ont été aggravés par une sécheresse historique, en grande partie attribuée au dérèglement climatique.

Ce genre d'épisodes, de plus en plus fréquents, résultent de nos modes de consommation et de gestion non durables.

Mais il faut aussi que nous anticipions l'impact des nouvelles technologies.

Elles offrent en effet de nombreuses opportunités mais exacerbent aussi ces défis environnementaux, quand on sait que le numérique représente 3 à 4% des émissions de gaz à effet de serre, soit l'équivalent des émissions du secteur aéronautique ou de la flotte mondiale de camions.

Les géants du numérique ont même récemment investi dans le nucléaire pour étancher les besoins énergétiques croissants de l'intelligence artificielle – un sujet que nous avons relevé dans notre Recommandation sur le sujet.

C'est ainsi l'ensemble de nos pratiques d'aujourd'hui et de demain qu'il faut passer au crible écologique.

L'éducation est aussi un levier essentiel de la transition climatique.

L'UNESCO se tient prête à se positionner, pour reprendre les mots de son Excellence Mme Camelia Ntoutoume Leclercq, Ministre de l'Éducation Nationale du Gabon, « comme un catalyseur pour la résilience écologique mondiale, à travers ses sites désignés - qu'il s'agisse des sites du patrimoine naturel, des réserves de biosphère ou des géoparcs mondiaux ».

Ces sites sont aussi des laboratoires du développement durable pour sensibiliser les étudiants et les enseignants aux effets du dérèglement climatique.

Ce sont des catalyseurs, en effet, comme l'a confirmé le représentant de la Belgique, qui soutient la formidable réserve de biosphère de Yangambi, en République démocratique du Congo.

Mais il nous faut généraliser cette prise de conscience.

C'est le sens du Partenariat pour une éducation verte, qui regroupe aujourd'hui 93 États membres et plus de 1400 organisations partenaires avec un double objectif : placer l'éducation au cœur des stratégies climatiques nationales et sensibiliser des millions de jeunes aux enjeux environnementaux.

Le 5 juin dernier, lors de la Journée mondiale de l'environnement, l'UNESCO a présenté deux outils essentiels pour aider les gouvernements à rendre leurs systèmes éducatifs plus verts.

D'abord, un manuel pratique qui aide les pays à intégrer les enjeux climatiques dans leurs programmes scolaires, du primaire au secondaire.

Ensuite, de nouveaux standards qui établissent des critères clairs pour la création d'écoles vertes, avec des infrastructures respectueuses de l'environnement et des pratiques pédagogiques tournées vers le développement durable.

Préserver l'environnement, c'est aussi protéger celles et ceux qui nous informent quotidiennement sur les périls écologiques.

Cette année, lors de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse à Santiago, au Chili, plus de 2 500 participants de 116 nationalités se sont penchés sur un enjeu clé : la sécurité des journalistes environnementaux, au cœur de la feuille de route mondiale adoptée lors de cette Conférence.

Cette Journée mondiale est toujours un moment exceptionnel de mobilisation, et je me réjouis qu'elle ait lieu, en 2025, en Roumanie, dont je remercie vivement le gouvernement.

Pour protéger les journalistes et lutter contre l'impunité des crimes à leur rencontre, nous pouvons aussi compter sur notre Fonds mondial pour la défense des médias.

Mais la bataille se joue également en ligne.

Sur ce sujet, je salue le Brésil pour sa nouvelle initiative mondiale sur l'intégrité de l'information, en particulier en matière climatique.

L'UNESCO y jouera un rôle clé, en assumant le secrétariat du Fonds qui la compose.

J'appelle tous les États membres à nous rejoindre pour promouvoir une compréhension mieux partagée et objective de la disruption climatique qui est l'affaire de tous.

Vous le savez, nous œuvrons au plus près des populations locales, en mettant en place des dispositifs pour anticiper les impacts des aléas climatiques et s'assurer de leur bonne gestion.

Tel est l'objet du nouveau point à l'ordre du jour sur la mise en œuvre accélérée du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

Comme l'a souligné le Japon, il permettra à l'UNESCO de renforcer sa réponse sur ce sujet essentiel.

Les risques naturels ont pour premières victimes les groupes qui sont déjà les plus vulnérables.

L'Afrique est particulièrement touchée, à l'image du Niger, frappé par des intempéries depuis le mois de juin. Dans le centre historique d'Agadez, classé au Patrimoine mondial, de nombreuses maisons se sont déjà effondrées, tandis que sa célèbre mosquée d'argile, datée du XVI^e siècle, est fragilisée.

La Conférence internationale sur le Cadre de Sendai, organisée au Siège le 26 septembre dernier, a mis en lumière la nécessité d'une mobilisation collective et coordonnée.

Je me réjouis, dans ce contexte, de la création du nouveau Fonds d'urgence de l'UNESCO pour les sciences.

Doté d'un financement initial de 600 000 dollars de la part du Japon, il permettra notamment de déployer des experts scientifiques dans les zones sinistrées et de soutenir des réponses adaptées.

J'appelle tous les États membres à contribuer à ce Fonds d'urgence.

L'UNESCO intensifie également ses efforts pour répondre à la crise de l'eau, cette ressource vitale pour l'humanité, chère à notre mandat, mais qui se fait de plus en plus rare – comme l'a évoqué le représentant du Burkina Faso.

L'année prochaine marquera une étape clé dans la mobilisation de l'UNESCO sur ce sujet avec les 50 ans du Programme hydrologique intergouvernemental.

Un programme qui accompagne les populations locales face aux risques liés aux dérèglement climatique, notamment en Afrique, développe des méthodes de gestion collaborative des ressources adaptées à l'intensification des sécheresses et des inondations. Qui favorise, aussi, la coopération transfrontalière sur ce sujet.

Il a connu de grands succès, à l'instar du projet de l'aquifère Guarani, partagé entre l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay, qui représente le troisième réservoir d'eau souterraine au monde et permet une gestion partagée et responsable de cette ressource.

Nous devons aussi protéger notre patrimoine mondial contre les effets du dérèglement climatique.

Nous sommes d'autant plus habilités à le faire que, grâce à notre mobilisation, le Pacte pour l'Avenir reconnaît à la culture, dans toutes ses dimensions, une capacité à être un levier fondamental pour la paix, le développement et la transformation sociale.

Vous avez été nombreux à vous réjouir, à juste titre, de cette avancée historique pour notre mandat. Nous pouvons collectivement en être fiers.

Un tel progrès illustre aussi la bonne insertion de notre Agence spécialisée, à laquelle vous avez redit tout votre attachement, dans le système des Nations Unies.

En matière de patrimoine mondial, je souhaite aussi saluer l'action du Sri Lanka, où je me suis rendue en juillet dernier, pour soutenir la préservation des sites du « Triangle culturel », berceau de la civilisation cinghalaise.

Cette Convention sur le Patrimoine mondial dont il nous faut renforcer les synergies avec d'autres Conventions culturelles de l'UNESCO comme l'a noté la représentante des Philippines – c'était précisément l'objet de la grande Conférence qui a eu lieu à Naples en novembre 2023.

Protéger les sites dotés comme ceux-ci d'une valeur universelle exceptionnelle, c'est leur offrir les moyens de répondre aux défis majeurs de notre époque, notamment le dérèglement climatique.

Excelencias, Señoras y Señores,

Los pequeños Estados insulares en Desarrollo figuran entre los Estados Miembros más afectados por los efectos de la disrupción climática y deben ser objeto de especial atención.

Actualmente su patrimonio cultural, de una riqueza inestimable, se ve gravemente amenazado, en particular por el aumento del nivel del mar.

En la Cuarta Conferencia Internacional sobre este tema, celebrada el paso mes de mayo en Antigua y Barbuda, la UNESCO presentó la primera cartografía de las políticas culturales adaptada a esos territorios, con el fin de poner de relieve sus necesidades específicas y los ámbitos de acción prioritarios.

Este es uno de los objetivos del programa Transcultura, que estamos llevando a cabo en el Caribe con el apoyo de la Unión Europea.

Me complace anunciar que en mayo de 2024 este notable programa recibió el Premio de las Naciones Unidas a las Alianzas en favor de los Pequeños Estados Insulares en Desarrollo.

Gracias a ese programa, pudimos impartir formación a más de 1 600 profesionales de la cultura e iniciar la rehabilitación del convento de Santa Clara, en La Habana, para albergar el futuro centro regional de formación en restauración del patrimonio de Cuba y el Caribe.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

La culture doit aussi être protégée des ravages des conflits armés.

La Convention de La Haye de 1954, dont nous avons célébré le 70^e anniversaire en mai dernier, témoigne de notre engagement ancien et inébranlable en la matière.

À l'occasion de cet anniversaire, nous avons lancé trois initiatives pour mieux mobiliser les acteurs militaires, judiciaires, culturels et renforcer la protection des biens culturels dans les zones de conflit.

La lutte contre le trafic illicite des biens culturels, corollaire tragique des conflits armés, reste également au cœur de notre action. Nous devons tous nous réjouir de l'adhésion récente du Kenya, de Malte et de Sao Tomé-et-Principe à la Convention de 1970, portant à 147 le nombre de ses signataires.

Nous continuerons à former des professionnels du patrimoine sur le sujet, comme nous l'avons fait notamment pour 15 pays d'Afrique de l'Ouest en décembre 2023, en partenariat avec l'École du Patrimoine Africain à Porto-Novo, au Bénin.

Au Soudan enfin, alors que le pays fait face à un déchaînement de violence inouï, l'UNESCO se mobilise pour protéger les biens culturels des pillages, mais également pour soutenir le travail des journalistes et des artistes.

Nous continuons, et vous avez été nombreux à le mentionner, à préparer pour 2025 le lancement du Musée virtuel des objets culturels volés, conçu en collaboration avec Interpol avec, à ce jour, le soutien de l'Arabie Saoudite et des États-Unis que je remercie.

Ce musée virtuel répertoriera dans sa première phase plus de 600 objets, issus de musées, de collections et de sites archéologiques du monde entier.

Je veux remercier aussi les États membres qui ont répondu à notre appel lancé en mai dernier et ont déjà sélectionné des biens susceptibles d'être inclus dans la première version du musée.

Une réunion d'information aura lieu ici même, à la fin du mois. J'invite tous les États à s'engager auprès du Secrétariat dans ce projet, afin que ce musée reflète une grande diversité culturelle et déploie tout son potentiel pour lutter contre le trafic illicite et restaurer un accès à notre patrimoine commun.

Dans cet esprit, je salue aussi le nouveau point à l'ordre du jour sur le patrimoine subaquatique qui nous donne l'occasion de nous mobiliser encore davantage contre les méfaits de pratiques illicites, telles que les chasses aux trésors et les opérations de récupérations illégales, qui alimentent les trafics et menacent un patrimoine unique et fragile.

Ce sont aussi les acteurs de la culture qui doivent être l'objet de notre attention dans un monde de crises et de conflits armés.

Tel est l'objet du Programme Aschberg, qui, soutenu par la Norvège, a œuvré en 2024 dans 35 pays, dont plus de la moitié en Afrique et quatre Petits États insulaires en développement.

En partenariat avec l'ONG Artists at Risk, nous avons aidé 57 artistes ukrainiens déplacés par la guerre à trouver refuge dans des résidences artistiques, leur offrant également soutien psychologique et formation.

En avril dernier, leur travail a été exposé en Italie, lors de la 60^e Exposition internationale d'art, la Biennale de Venise, dans le Pavillon des artistes en danger hébergé au sein des locaux de notre Bureau de l'UNESCO.

Le rôle que jouent les créateurs et professionnels de la culture pour le développement territorial est aussi mis en évidence par notre réseau des villes créatives, qui a célébré ses 20 ans cette année.

Ce réseau actif regroupe plus de 350 villes — de Katmandou au Népal à Montecristi en Équateur, de Montreux en Suisse à Buffalo aux États-Unis ou Hoi An au Viet Nam. Des villes qui ont mis la culture au cœur du développement de leur municipalité, avec succès.

Réunies à Braga, au Portugal, en juillet dernier, ces villes ont adopté un Manifeste, qui plaide notamment en faveur de la reconnaissance de la culture comme objectif de développement durable à part entière.

Excellencies, ladies and gentlemen,

Many of you have underlined UNESCO's role in accompanying the technological revolution that is currently underway.

Earlier in October, the Turkish-American economist Daron Acemoglu discussed this topic right here during his inaugural Albert Hirschman Lecture, entitled "Can Technological Progress Build Shared Prosperity?"

Right after that, he was co-awarded the 2024 Sveriges Riksbank Prize in Economic Sciences, the Nobel prize in economics—once again showing UNESCO's ability to stimulate intellectual debate and identify the innovative voices of today and tomorrow.

Digital disruption was also the topic of the High-Level Forum on AI, held in June in Morocco, which was an opportunity to launch a Category 2 Centre on artificial intelligence, of which we are very proud.

We are also supporting programmes such as African Women in Tech and AI, which is accompanying more than 100 women in AI research, as well as the Africa-Asia Youth Coding initiative, which is training youth on cutting edge technologies. There are plenty of opportunities for your support and cooperation.

Moreover, UNESCO is at the forefront of a global movement for more open science, which we have supported through our 2021 Recommendation.

Many countries have integrated open science policies into their national policies, such as Ghana, Slovenia and Cambodia.

Many are developing policies inspired by the Recommendation, mainly in Africa, Latin America and Europe.

In parallel, we have launched a global consultation on a publication model free of charge for both authors and readers.

The results of this consultation will be presented at the second Global Summit on this topic, which will be held in December in Cape Town.

We are determined to continue these efforts and will assess the progress made in implementing the Recommendation with a full report presented at the 43rd session of the General Conference.

We are also standing alongside the scientific community to support the free production of knowledge.

Many of you discussed our new programme for scientific freedom and the safety of scientists, adopted at the 42nd session of UNESCO's General Conference.

It allows us to better understand the obstacles faced, through important publications on the safety of researchers and scientific freedom.

But it also allows us to better coordinate our efforts, notably by organizing the first ministerial meeting on this topic next month, in Hungary, during the World Science Forum.

Finally, to build this shared science, we support the greater inclusion of women in scientific careers.

For more than 25 years now, through the L'Oréal-UNESCO For Women in Science programme, we have supported the work of women and girls pushing back the frontiers of knowledge.

Including through our International Awards, which, last May, recognized five women scientists for their pioneering work in fields ranging from oncology to molecular biology.

We are also accompanying women at the outset of their careers: the programme has supported more than 4,300 talented young women scientists since its creation.

In recent years, we have also worked with 25 countries to break down barriers to STEM education for women and girls—through mentorships, role models and career development programmes.

In 2023, these initiatives reached, for instance, over 2,000 girls in Côte d'Ivoire alone.

And, of course, we encourage national initiatives to support women in science—for example, the Miss Science title in Gabon, which is supported by our Libreville office and for which I was pleased to be the patron in 2023.

Breaking down prejudice is essential—especially when we know that only 33% of the world’s researchers are women, and that they only account for 22% of all AI professionals.

With our 2024 Call to Action, we are working to create the right conditions for women to contribute fully to scientific progress.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Vos interventions ont également soutenu la poursuite de la transformation stratégique en cours dans notre Organisation.

Les propositions préliminaires concernant le Projet de programme et budget pour la période 2026-2029 ont reçu un écho très positif. Je vous en remercie.

Nous les avons construites à partir d'un processus large et inclusif de consultations, menées auprès de nos États membres, bien sûr, mais également des Commissions nationales, dont je veux ici saluer le rôle clé auprès de l'UNESCO.

Leur action, au plus près des populations, est essentielle tant pour soutenir notre mandat sur le terrain que pour informer, forts de ces réalités, nos orientations futures. Les Commissions sont des éléments précieux et même vitaux dans l'architecture des réseaux de l'UNESCO, qui sont sa force et aussi sa spécificité.

Nous avons, enfin, mené des consultations avec la jeunesse qui nous a partagé ses attentes pour l'UNESCO.

L'un des enjeux principaux de ces propositions est d'approfondir la complémentarité et les synergies entre les différents piliers de notre mandat. Je suis convaincue, comme nombre d'entre vous l'ont aussi exprimé, que ces approches intégrées renforcent la cohérence de notre action.

C'est dans ce même esprit que l'UNESCO abordera, dans les prochaines semaines, la COP 16 sur la biodiversité puis la COP 29 sur les changements climatiques, lors de laquelle nous amènerons nos partenaires à discuter d'une feuille de route sur les liens entre culture et action climatique.

C'est également de cette transversalité dont a besoin le groupe prioritaire qu'est la jeunesse.

Il a été au cœur de plusieurs de vos interventions, dont celles des représentants de l'Arabie Saoudite, de l'Islande, du Libéria ou encore de la République du Congo.

Soutenir la jeunesse, c'est d'abord l'écouter et répondre à ses aspirations.

En donnant aux jeunes un accès universel à une éducation de qualité, comme vous avez été nombreux à le rappeler.

En comprenant mieux, aussi, la place que l'espace numérique occupe dans leur vie. Un récent sondage mené par la fondation Ichikowitz Family dans 16 pays d'Afrique révèle ainsi que les jeunes font de la liberté d'expression en ligne l'une de leurs priorités.

En les accompagnant aussi pour une meilleure insertion dans un monde du travail en évolution. C'est ce que nous faisons notamment dans 9 pays d'Afrique, avec le projet « Une meilleure éducation pour l'essor de l'Afrique », qui est actuellement dans sa troisième phase.

En leur assurant un égal accès aux métiers d'avenir, avec par exemple l'éducation aux sciences et technologies.

Soutenir la jeunesse, c'est ensuite apporter des réponses à ses exigences d'inclusion, de respect de l'autre et de refus des discriminations.

C'est précisément le but de notre série de *master class* contre le racisme et les discriminations, qui se tiennent ici même et que nous avons inaugurées en 2019. Lors de l'édition 2024, en avril dernier, 1200 jeunes venus de 31 pays ont assisté à cette journée en présence notamment de Khaby Lame, célèbre créateur de contenus.

Les jeunes répondent aussi avec grand enthousiasme aux enjeux de la culture et du dialogue interculturel.

34 000 jeunes de plus de 100 pays ont par exemple été mobilisés dans le cadre du projet des Routes de la Soie, emblématique du dialogue entre les peuples.

Au Yémen, depuis 2019, l'UNESCO a facilité la réhabilitation de plus de 700 édifices historiques dans les villes du Patrimoine mondial et mobilisé plus de 8500 jeunes. Nous avons aussi soutenu des organisations yéménites de jeunesse, très actives dans le secteur culturel – du cinéma à la danse, en passant par la musique ou encore le théâtre.

Nous avons enfin lancé en 2023 une initiative pour soutenir des jeunes et des organisations de jeunesse, qui a déjà permis d'accompagner 20 projets en Amérique latine, et de toucher 130 000 personnes sur divers sujets : climat, santé mentale ou encore inclusion.

Forts de ce succès, cette initiative prend désormais une nouvelle envergure, comme l'a relevé la représentante de la République de Corée, grâce au soutien financier apporté par le groupe de K-Pop SEVENTEEN. Nous pourrions ainsi bientôt accompagner 100 nouveaux projets portés par des jeunes du monde entier.

Je veux également remercier la République de Corée pour sa proposition de création d'un nouveau Prix de l'UNESCO pour l'éducation à la citoyenneté mondiale.

Pour mener ces actions comme tant d'autres, nous devons renforcer les liens entre les résultats escomptés et les ressources disponibles ou mobilisables dans le prochain budget.

C'est l'une des leçons du rapport stratégique sur les résultats qui vous est présenté : si les objectifs globaux de financement pour 2022-2023 ont été dépassés de près de 20% avec 213 millions de dollars supplémentaires, tous les programmes ne sont pas égaux devant les contributions volontaires.

Dans ce contexte très positif de montée en puissance de ces contributions, les financements flexibles, non-fléchés, revêtent une importance toute particulière. Ils peuvent notamment, en soutenant tous les volets de notre action, renforcer notre universalité, comme l'a évoqué hier la représentante de la Slovaquie.

Je voudrais donc remercier les États qui nous permettent, en universalisant leurs contributions volontaires, d'équilibrer notre action et aussi d'être plus réactifs et plus flexibles.

Nous sommes également soucieux de diversifier nos financements. À cet égard, des partenariats tels que l'accord-cadre de coopération stratégique, renouvelé il y a quelques jours avec le groupe privé vietnamien SOVICO, comme l'a souligné le vice-ministre du Viêt Nam, sont précieux.

Par l'amélioration de nos capacités d'exécution, nous saurons aussi renforcer nos processus de contrôle et répondre toujours mieux à l'exigence légitime d'intégrité, de transparence et de responsabilité qui est la nôtre – et la vôtre.

J'ai écouté avec une grande attention vos remarques concernant les audits de performance du cadre budgétaire intégré de l'UNESCO.

Je veux rappeler que nous avons fait face fin 2023 à un excédent d'engagements lié à l'inflation et aux variations de change.

À sa 219^e session, le Conseil exécutif a approuvé, sur proposition du Secrétariat, le recours à des comptes spéciaux ayant, pour leur part, bénéficié de recettes supplémentaires du fait de la même évolution des taux d'intérêt sur la même période.

Cette solution a permis de financer entièrement ces surengagements qui portaient, je vous le rappelle, sur 0,4% du total du budget.

Il n'y a donc pas eu, in fine, de déficit sur ces 0,4%.

L'auditeur externe a quant à lui confirmé que les solutions identifiées étaient appropriées, dans le respect des règles et réglementations de l'Organisation. Je le cite : « la Commissaire aux comptes a formulé une opinion sans réserve sur les états financiers consolidés en 2023 ».

Par ailleurs, l'audit interne a permis d'identifier les changements qu'il conviendrait d'apporter afin d'améliorer la gestion des cycles budgétaires futurs, pour éviter que ne se reproduise une telle situation dans un contexte budgétaire moins favorable.

Nous avons aussi appris de cette situation, identifié des faiblesses et pris des mesures correctives visant à garantir une séparation des tâches entre la fonction de contrôle financier et les fonctions budgétaires.

Les ajustements structurels prévus au sein du Secteur de l'Administration et du management y pourvoient, selon une des options recommandées par l'audit interne, que je remercie. Elle nous permettra de renforcer l'efficacité et la réactivité de nos mécanismes de contrôle, ainsi que leur lisibilité, comme cela a été demandé par plusieurs États membres.

Je ne saurais terminer sans évoquer celles et ceux qui font vivre notre Organisation au jour le jour, avec un dévouement exemplaire : les équipes de l'UNESCO, qui vous écoutent.

J'ai une pensée toute particulière pour nos collaborateurs qui sont arbitrairement détenus au Yémen par les Houthis – ils sont quatre, désormais. Nous condamnons fermement ces détentions et continuons d'exiger leur libération sans conditions.

Ces attaques ne mettent pas seulement en danger nos personnels, leurs vies et leurs familles.

Elles mettent également en péril l'avancée de nos programmes et donc le progrès de toute la société yéménite, en particulier sa jeunesse - ces détentions ayant contraint l'UNESCO à suspendre certaines activités.

Mais ce sont aussi tous les États membres qui sont, au bout du compte, attaqués et concernés.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Vous avez aussi mentionné pour notre personnel la question de sa représentation géographique.

Sachez qu'elle s'est améliorée, avec 81% des États membres désormais représentés parmi les effectifs — soit 157 États représentés, contre 78% début 2019.

Si l'on inclut tous les membres du personnel, tous types de contrats confondus, ce sont désormais 171 États membres qui sont représentés.

Nous comptons bien poursuivre cette dynamique.

Nous pourrions pour cela compter sur deux de nos programmes visant à renforcer l'attractivité des jeunes talents, qui ont permis d'améliorer la répartition géographique durant ce biennium : celui des professionnels de niveau intermédiaire et celui des Jeunes Cadres.

D'importants progrès ont également été accomplis en matière de parité.

57 % des membres du personnel professionnel de l'UNESCO sont désormais des femmes.

Pour les postes de direction, l'UNESCO reste en tête des agences spécialisées des Nations Unies. Nous avons même encore progressé en juillet 2023, passant de 41% à 44% de femmes à des postes de direction.

Ensemble, nous continuerons à faire de l'UNESCO une Organisation universelle, paritaire, ouverte sur la jeunesse du monde, riche de ses talents et de sa diversité.

Je voudrais aussi rappeler toute l'importance des efforts que nous menons pour favoriser, dans l'intérêt du personnel, des solutions justes et équitables lorsque des difficultés sont rencontrées.

Je tiens à mentionner que, à une seule exception près, le Tribunal administratif a retenu la légalité de l'ensemble des décisions administratives prises en la matière depuis 2018 et qu'il a eu à considérer.

Cela montre donc à la fois la justesse de l'application de nos procédures et bien sûr, cela représente une meilleure gestion pour nos finances et pour nos personnels.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de conclure sur une note d'optimisme.

J'étais il y a quelques semaines à Strasbourg, dans l'Est de la France, : désignée par l'UNESCO Capitale Mondiale du Livre en 2024 après Accra en 2023, Strasbourg passera elle-même le flambeau à Rio, au Brésil, en avril 2025.

C'est ensuite la ville de Rabat, au Maroc, qui accueillera ces célébrations en 2026, comme j'ai eu l'honneur de l'annoncer il y a quelques jours.

Ce programme Capitale Mondiale du Livre permet à des villes du monde entier d'unir leurs forces pour favoriser l'accès de toutes et tous à la culture et aux livres.

En favorisant la traduction, le multilinguisme, le livre à l'école, ce programme nous rappelle à nos identités plurielles, façonne notre diversité créatrice et nourrit nos imaginaires collectifs.

Comme le revendique le grand écrivain Franz Kafka, dont, comme nous l'a rappelé la représentante de la Tchéquie, nous commémorons cette année le 100^e anniversaire de sa disparition : « Un livre doit être la hache pour la mer gelée en nous ».

En ces temps d'amnésie, de conflits, la littérature nous rappelle que d'autres voies sont possibles et redonne au langage la vérité qui est si souvent piétinée ailleurs.

Continuons de nous tenir aux côtés des créateurs et de tous les professionnels de la culture : par leur talent, ils ouvrent nos imaginaires et nous rassemblent.

L'UNESCO leur doit d'aller de l'avant et de poursuivre sa dynamique unique dans un monde fracturé.

Elle a retrouvé l'un de ses membres fondateurs, les États-Unis d'Amérique.

Elle a démultiplié ses financements.

Elle s'est engagée sur des sujets pionniers, à l'image de l'intelligence artificielle, les neurotechnologies et peut-être, demain, le quantique.

Elle est restée fidèle à son histoire et à ses valeurs, capable de commémorer et de renforcer le programme sur les Routes de l'esclavage, mais aussi de faire revivre l'esprit de Mossoul par une opération d'ampleur inédite sur le terrain.

Elle a élevé son mandat dans les enceintes les plus stratégiques, qu'il s'agisse du Pacte pour l'Avenir des Nations Unies, du G20 ou du G7, tout en renforçant et soutenant l'Union Africaine et son agenda 2063.

La force de l'UNESCO, c'est de faire vivre cette espérance et de cultiver les graines qui produisent la paix dans le temps long, comme l'a élégamment rappelé la représentante du Türkiye.

C'est pour cela qu'il faut travailler à renforcer l'UNESCO, comme l'a souligné la représentante du Mexique, et non à l'affaiblir ou la diviser artificiellement.

Sachons rester unis pour la préserver.

Je vous remercie de votre attention.